

Points de mire



La « nouvelle stratégie » d'Obama pour l'Afghanistan : généralisation de la contre-insurrection ou calendrier de retrait inavoué ?

Par Romain Lalanne,
Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes de l'UQAM.

L'Afghanistan a donné lieu ces derniers mois à d'intenses débats au sein de l'administration américaine. Entre la généralisation de la contre-insurrection à l'échelle du pays et le recentrage sur des opérations militaires le long de la frontière avec le Pakistan, chacune des approches envisagées a dû composer avec les recommandations faites par le général américain Stanley McChrystal, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). En septembre dernier, c'est face à une situation jugée critique que ce dernier recommandait l'envoi de 40 000 soldats américains supplémentaires. L'objectif reposait sur l'application d'un principe central : le conflit sera gagné en persuadant la population, et non pas en détruisant l'ennemi. Cette approche suppose une empreinte permanente et durable sur le terrain pour protéger la population et gagner sa confiance. Au terme de plusieurs semaines de réflexion, le président Obama a finalement annoncé lors de son discours du 1er décembre 2009 à West Point l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires.

Trois étapes dans la formulation de la stratégie d'Obama pour l'Afghanistan

Aussi médiatique soit-il, le discours de West Point ne constitue qu'un axe de la stratégie mise en place par Obama depuis son investiture. Cette stratégie s'est plus particulièrement formulée en trois temps, chacun marqué par un discours présidentiel. Le premier temps intervient lors du discours du 27 mars 2009 et permet au président de redéfinir la menace autour d'une « nouvelle stratégie pour l'Afghanistan et le Pakistan ». Reprenant une idée déjà formulée lors de sa campagne électorale, Obama lie l'insurrection afghane à l'instabilité chronique que connaît le Pakistan voisin. Cette régionalisation de la menace vient ainsi confirmer la nomination deux mois plus tôt de Richard Holbrooke comme envoyé spécial du président pour l'Afghanistan et le Pakistan. Popularisée avec le néologisme « AfPak », l'annonce d'une nouvelle stratégie ouvre également la voie à l'extension de l'engagement militaire américain au Pakistan... mais sur des bases limitées. Sur ce point, l'enjeu pour les États-Unis est d'opérer

une surveillance frontalière la plus discrète possible (forces spéciales, drones), tout en faisant pression sur Islamabad pour qu'il resserre son étai sur les insurgés installés dans les zones tribales pakistanaises. Le deuxième temps intervient lors du discours du 17 août 2009 au cours duquel le président procède à la légitimation de l'engagement américain. Devant des vétérans américains, Obama affirme alors que la présence américaine en Afghanistan n'est pas une « guerre de choix » mais bien une « guerre de nécessité ». Plus qu'un simple procédé discursif, cette légitimation vient surtout confirmer le pivotement stratégique et médiatique intervenu en 2008 de l'Irak à l'Afghanistan. Le surge de 2007 en Irak, avec l'envoi de 20 000 soldats supplémentaires, a montré ses effets, et l'attention s'est depuis tournée vers l'Afghanistan. Enfin, dernier temps de cette formulation, le président annonce trois décisions lors de son discours du 1er décembre à West Point. La première, concerne l'envoi de 30 000 soldats américains qui devront être complétés de 10 000 soldats des autres pays de la FIAS. Deux autres annonces semblent tout aussi significatives : il s'agit d'une part de l'accélération de la formation des forces de sécurité afghanes et, d'autre part, d'une ébauche de calendrier de sortie faisant de juillet 2011 le début du retrait américain.

Si Obama a globalement respecté les demandes de McChrystal, ces dernières n'ont pas fait consensus au sein de l'administration américaine. D'un côté, McChrystal a pu s'appuyer sur le soutien de l'influent secrétaire à la Défense Robert Gates et du charismatique général David Petraeus qui, après avoir coordonné la rédaction d'une nouvelle doctrine de contre-insurrection (2006) puis sa mise en œuvre en Irak lors du surge (2007), a pris le commandement de l'US Central Command (commandement militaire chargé des opérations au Moyen-Orient et en Asie centrale) en octobre 2008. Mais de l'autre, les recommandations de McChrystal ont dû faire face aux propositions alternatives du vice-président Joseph Biden et du conseiller à la sécurité nationale, le général James Jones. Pour ces derniers, la régionalisation de la menace sur la frontière imposait non pas un accroissement des troupes en Afghanistan mais bien un renforcement des opérations dans cette zone afin de mettre fin au sanctuaire insurgé, ce qui suppose également une implication moindre en termes de troupes.

Une stratégie dans la continuité

En dépit des apparences, la stratégie d'Obama ne représente pas une nouveauté. Du « sanctuaire » in-

surgé à la formation des forces de sécurité nationale, en passant par la « conquête des cœurs et des esprits » régulièrement mis en avant dans le discours militaire, les opérations de contre-insurrection en Afghanistan sont dans la continuité de principes plus anciens. Car avant d'être un ensemble de mesures militaires et civiles prises par un gouvernement pour vaincre un mouvement insurgé, la contre-insurrection est le résultat d'une adaptation de l'institution militaire qui repose sur les expériences militaires du passé. Ainsi, un ensemble de leçons militaires historiques (guerres coloniales, réussite de la contre-insurrection britannique en Malaisie, échecs français en Algérie et américain au Vietnam, opérations de maintien de la paix en ex-Yougoslavie) irriguent de nos jours le manuel opérationnel américain dont la rédaction a été dirigée par Petraeus. Publié en décembre 2006, ce manuel constitue depuis la doctrine officielle des États-Unis en ce qui concerne les opérations de contre-insurrection. Cette doctrine s'appuie sur un principe central et peu éloigné des recommandations de McChrystal : la contre-insurrection ne consiste pas uniquement en l'élimination physique des combattants insurgés par des moyens militaires ; elle suppose aussi et surtout de « conquérir les cœurs et les esprits » de la population par des moyens civils.

Parce qu'elle se déroule au sein des populations, la contre-insurrection ne peut se comprendre à partir d'une lecture classique de la guerre. Cette dernière ambitionne toujours de briser la volonté de l'ennemi en l'anéantissant ou en lui interdisant toute perspective rationnelle quant à la possibilité de sa victoire, entraînant alors sa capitulation. Dans ces conditions, la guerre est bien une lutte des volontés passant par la destruction des forces ennemies. À rebours de cette conception, la doctrine américaine de la contre-insurrection conçoit la guerre comme un affrontement des légitimités. L'objectif de la contre-insurrection n'est pas tant d'éliminer l'ennemi que de sécuriser la population pour obtenir sa neutralité et gagner sa confiance, dans le but d'instaurer ce qui est au fondement de tout pouvoir politique, c'est-à-dire un monopole de l'usage de la violence légitime. Autrement dit, l'objectif est réalisé par des moyens essentiellement politiques. D'où la nécessité d'éviter le plus possible les pertes civiles en refusant de faire de la protection de la force un impératif et en acceptant comme relevant d'une nécessité opérationnelle le risque de court terme. De ce principe découle alors un élargissement des réper-toires d'actions militaires vers des tâches civiles.

Les apories de la contre-insurrection en Afghanistan

Les rivalités institutionnelles qui ont accompagné la formulation d'une nouvelle stratégie posent plus particulièrement le problème de la détermination de l'intérêt américain en Afghanistan et des raisons de l'engagement, conditionnant l'ensemble des opéra-

tions en Afghanistan. Pour les partisans d'un surge afghan, l'intérêt national américain n'a pas changé depuis le 11 septembre 2001. Les Taliban ont accueilli Al-Qaeda et lui ont fourni un soutien. Or rien ne permet de dire que le retour d'un régime taliban ne réactualisera pas ce scénario. Autrement dit, lâcher la pression sur l'Afghanistan reviendrait à créer les conditions facilitant un possible retour des Taliban et d'Al-Qaeda sur le territoire afghan. Mais pour les partisans d'un recentrage des opérations sur la frontière avec le Pakistan, l'argument d'une réminiscence d'Al-Qaeda ne fonctionne tout simplement pas. D'abord, Al-Qaeda, n'est plus vraiment une réalité organisationnelle mais plus un concept que certains groupes revendiquent afin de légitimer une certaine ligne d'action. Ensuite, sa structure opérationnelle a fortement souffert des opérations américaines. Enfin, ce qui reste d'Al-Qaeda s'est déplacé dans les zones tribales pakistanaises et c'est donc là que l'intérêt national américain serait en jeu, d'autant plus que la stabilité du Pakistan est mise à dure épreuve par l'insurrection que connaît ce pays.

D'autres part, les apories de la contre-insurrection incluent la trop grande complexité de la FIAS. En tant que force multinationale, la FIAS entraîne en effet des chaînons occasionnels dans la structure de commandement et de contrôle ainsi que des déficits d'interopérabilité, sans parler des complications liées aux restrictions à l'usage de la force, comme c'est le cas pour l'Allemagne. Or ces faiblesses structurelles ne favorisent pas les deux conditions centrales d'une « bonne » contre-insurrection : le continuum entre les phases d'intervention, de stabilisation et de normalisation et l'unité de l'effort dans l'intégration des actions civilo-militaires.

À l'aune de ces remarques, le discours du 1er décembre semble finalement contradictoire. Il est en effet difficile d'assurer le succès des opérations de contre-insurrection d'ici à la date butoir de juillet 2011, ces dernières devant nécessairement s'inscrire dans la durée qu'impose le temps long des objectifs politiques – en l'occurrence le renforcement de la légitimité du gouvernement afghan. D'autant plus qu'une contre-insurrection véritablement efficace supposerait un accroissement considérable des troupes, ce qu'aucune armée n'est en mesure d'assumer. Les temps ne sont plus ceux où l'armée américaine pouvait maintenir jusqu'à 550 000 hommes, comme au Vietnam. Il est alors possible de faire l'hypothèse que l'objectif implicite de la nouvelle stratégie d'Obama est de ramener l'insurrection à un niveau de « gestion maîtrisable » par les forces de sécurité afghanes, tout en se focalisant sur la montée en puissance de ces dernières afin d'assurer la transition d'ici la mi-2011. Autrement dit, si la demande de McChrystal a globalement été retenue, l'annonce d'Obama se présenterait plus comme un calendrier de retrait inavoué que comme une véritable approche contre-insurrectionnelle de long terme.

Pour aller plus loin :

<http://smallwarsjournal.com/>
<http://coinenirak.wordpress.com/>
<http://www.alliancegeostrategique.org/>